



La Vice-Présidente du Cercle TORCOT

Philippe
Dessertine

L'économiste, professeur à l'université de Paris Dauphine*, en appelle à une politique déflationniste pour sauver l'euro.

Appel à la déflation générale

Ainsi l'Europe ne s'était acheté qu'un répit, avec son fameux plan à 750 milliards d'euros. Enrayer la panique des financiers coûte cher, plus de 1 000 milliards de dollars, potentiellement la plus importante intervention publique de tous les temps. Quatre jours après, les marchés vacillaient à nouveau, l'euro dévissait.

Ne nous leurrions pas : rien n'est réglé ; ce qui nous attend est bien pire que tout ce que nous avons connu jusque-là.

Depuis trois ans qu'a commencé cette crise, provoquée par un surendettement démentiel des pays riches, la solution proposée est toujours la même : la croissance.

Voilà une belle idée, ayant la faveur de tous, des opinions publiques, des entreprises, des partis de gauche comme de droite.

Nous avons péché en créant trop de dette ? Qu'à cela ne tienne ! Nous compenserons en produisant plus encore de richesse.

En avant pour les injections massives d'argent public, pour les baisses de taux d'intérêt, pour les suppressions d'impôt, les primes à la casse d'automobiles ou demain pour l'inflation à gogo ; utilisons tous les stimuli possibles de la consommation des ménages, ce fameux, sacro-saint, moteur de la croissance, veau d'or des économistes (surtout américains).

Rendons-nous à l'évidence ; le tour de passe-passe ne fonctionne pas ; plus on rajoute de carburant sur le foyer économique, plus les explosions sont dévastatrices. On incrimine les boucs émissaires, les hyènes de la spéculation, les diaboliques agences de notation, les Dracula de la finance. Les médias adorent ; mais en les tuant tous, qui oseraient affirmer que nous sortions vraiment de l'impasse ?

Acceptons enfin de regarder les choses en face. L'origine du désastre est connue : depuis des années, les pays riches vivent au-dessus de leurs moyens ; pour repartir sur des bases saines, il faudra se résoudre à purger le système. Réduire les dépenses, consacrer en priorité absolue toute l'énergie économique à rembourser la dette. Le mot rigueur déplaît ? À raison, il n'est pas suffisant. Austérité est encore trop faible. Déflation conviendrait mieux. Une vraie déflation généralisée, brutale, comme celle votée dans cette Grèce européenne qui nous ressemble tant, une déflation à la mesure de nos folies passées.

La perspective est déplaisante, presque insupportable. Elle effare tous les acteurs traditionnels, car aucun n'en possède les clefs. Les réflexes acquis ne sont d'aucune utilité dans ce contexte exceptionnel ; pis, ils en deviennent ridicules. L'exemple le plus navrant est offert par ce débat franco-français sur les retraites. Chacun – gouvernement, partenaires sociaux... – y joue sa parti-

partout, dans les cités, dans nos bidonvilles du XXI^e siècle ; cette pauvreté déjà insupportable, pouvant devenir ingérable pourvu que l'on n'y prenne garde.

La sont les menaces réelles. Elles nécessiteront un vrai courage de la part des responsables politiques ; changer les structures en profondeur, revenir sur tous les avantages acquis, refondre la fiscalité ; courage de parler de la baisse

« La perspective d'une déflation est déplaisante, presque insupportable. Elle effare tous les acteurs traditionnels, car aucun n'en possède les clefs. (...) Ainsi va la France, archétype du pays autiste, dansant sur un volcan en attendant que les circonstances lui imposent les décisions obligées »

tion, en total décalage avec le contexte international. La quadrature du cercle serait de trouver 30 milliards dans vingt ans ? Mais pour sauver l'euro, la France a accepté le principe d'un versement imprévu de 111 milliards dans les trois ans ! Sans avoir rien réglé des cas espagnol, portugais, italien, entre autres.

Ainsi va la France, archétype du pays autiste, dansant sur un volcan en attendant que les circonstances lui imposent les décisions obligées ; ainsi va la France où le débat public, suréaliste, porte sur le niveau de revenu permettant la qualification de « riches ». Or, à l'horizon, le défi immense est bien celui de la pauvreté ; la vraie, celle qui fleurit

du niveau de vie ; courage enfin de s'atteler à l'ingrate réforme de la gouvernance financière, avec toute la communauté internationale.

Car voter la rigueur en ordre dispersé comme le fait l'Europe, d'abord la Grèce, puis une moitié d'Espagne, un quart de Portugal, un morceau d'Angleterre, un bout d'Italie, est non seulement contre-productif, mais encore facteur de tensions supplémentaires. Plus que jamais, une coordination s'impose.

Et si la France et l'Allemagne, assumant une vraie sagesse budgétaire, en devenaient les moteurs ?

* Auteur de « Le monde s'en va-t-en guerre » (Anne Carrière).

